
La liberté plutôt que le socialisme

Appel aux socialistes dans tous les partis politiques

Christoph Blocher, Conseiller national

Avril 2000

«Voici bientôt quarante ans qu'un socialisme, qui s'affublait du préfixe décoratif de «national», a mis un terme à la libre circulation en Europe.»¹
(Friedrich August von Hayek, prix Nobel 1974)

<http://www.blocher.ch>

<http://www.svp-zuerich.ch>

Paraît en langues allemande, française, italienne et anglaise.

La version originale est en langue allemande.

¹ Friedrich August von Hayek: Wissenschaft und Sozialismus, Walter Eucken Institut, Vorträge und Aufsätze Nr. 71, Tübingen 1979, p. 3.

Table des matières

I.	L'évènement déclencheur	3
II.	Halte au totalitarisme au 21e siècle	5
III.	Deux voies menant à l'asservissement	7
IV.	Où en est le socialisme de nos jours?	9
V.	L'argument massue du fascisme que brandit la gauche	11
VI.	La fascination du PS Suisse pour le fascisme et le national-socialisme	13
VII.	La proximité du PS Suisse et des dictatures socialistes	16
VIII.	Le collectivisme et l'omnipotence de l'état à l'origine de la terreur	19
IX.	Une image pessimiste de l'humanité	20
X.	L'économie dirigée et le centralisme: des fléaux fondamentaux	21
XI.	La contrainte de solidarité	23
XII.	Les «cadeaux fiscaux»	24
XIII.	«La primauté de la politique»	25
XIV.	Le «ministère de la vérité»	26
XV.	La propagande étatique	28
XVI.	Le socialisme dans le pays de la liberté	29
XVII.	Liberté ou socialisme – la question clé du 21e siècle	30

I. L'évènement déclencheur

Dans le point de la situation politique que j'ai fait à l'occasion du 12e congrès annuel de l'Albisgüetli du 21 janvier 2000 et que j'ai ensuite envoyé à tous les ménages suisses, j'ai textuellement dit ceci: « A l'heure actuelle, **ce sont les socialistes qui remportent la palme en matière de manque de crédibilité**: le socialisme, tant applaudi par ceux qui nous critiquent, a vécu en 1989 son effondrement économique, politique et moral complet. De nos jours, les socialistes échoués cherchent à détourner l'attention du public, en traitant à la légère de fascistes d'autres partis politiques. Les socialistes ont-ils donc oublié que la Suisse a défendu entre 1933 et 1945 la **souveraineté**, la **neutralité**, la **démocratie directe** et le **fédéralisme** contre le raz-de-marée brun? L'UDC, qui était à l'époque au premier rang, défend encore aujourd'hui ces valeurs comme aucun autre parti politique de notre pays. C'est précisément la gauche, qui méprise ces valeurs, qui se permet maintenant de reprocher à l'UDC des idéologies extrémistes. **Nos adversaires souhaitent occulter le fait qu'il n'existe pas la moindre différence entre les responsables bruns et rouges des génocides commis au siècle passé.** Ceux, parmi les socialistes, qui traitent à l'heure actuelle si légèrement autrui de fascistes devraient réaliser que leur adoration de l'état omnipotent, que leur fixation sur la collectivité et leur mépris de la liberté de l'individu se rapprochent nettement plus des idéologies fascistes que notre vision du monde. Ce n'est pas par hasard que les hordes brunes ont choisi de s'appeler, national-**socialistes** [...].²

Cette prise de position est le résultat des efforts déployés depuis des mois par la gauche politique, culturelle et sociale qui cherche à affubler les partis politiques bourgeois et notamment l'Union démocratique du centre **d'une étiquette d'extrême-droite et totalitaire et pour les exclure de la sorte de la scène politique.** Cette campagne de diffamation systématique ne s'est pas limitée à des annonces et prises de position à l'intérieur du pays, mais a également eu lieu au sein du Conseil de l'Europe à Strasbourg avec la collaboration et la connivence de l'ancien Conseiller national suisse Victor Ruffy (PSS).³ **D'innombrables membres du parti politique qui compte le plus d'électeurs dans ce pays, à savoir de l'UDC, ont de la sorte été offensés, injuriés et blessés.**

Il est heureux que ma déclaration mûrement réfléchie, qui appelle crûment les choses par leur nom, ait déclenché de grands débats. Le Parti socialiste a toutefois réagi par un ultimatum, avec des demandes d'excuses et avec une annonce de boycottage des entretiens entre les partis représentés au Conseil fédéral.⁴ L'objectif du PS Suisse est transparent: **au moyen de menaces, il veut tuer dans l'œuf tout débat intellectuel et balayer dès le début les arguments de ses adversaires. Il ne faut surtout pas qu'un «débat sur les valeurs fondamentales» consacré au totalitarisme et au socialisme ait lieu dans le public.** La présidente du PS Suisse a écrit au président de l'UDC Suisse: «Comme vous l'avez sans doute appris par la presse, Monsieur Blocher rapproche le PS du mouvement national-socialiste.» C'est une allégation absurde. Son seul but est de permettre au PS de ne pas devoir s'exprimer sur les reproches concrets qui lui sont adressés, à savoir: l'importance exagérée que tant le socialisme que le national-socialisme accordent à la toute-puissance de l'état et à la collectivité, ainsi que leur faible estime de l'individu. Ces facteurs constituent en effet les racines mêmes des atrocités qu'ils ont commises par la suite. Il va de soi que je n'ai jamais prétendu cette chose insensée que les socialistes suisses sont des national-socialistes ou fascistes. Cela reviendrait à vouloir minimiser de manière éhontée les massacres politiques et les génocides. Je n'ai jamais nié non plus que de nombreux représentants du socialisme ont combattu la terreur nazie avec un grand courage en général et celui d'exprimer leurs opinions en

² Christoph Blocher: Les sept secrets de l'UDC. Point de la situation politique à l'occasion du 12e congrès de l'Albisgüetli du 21 janvier 2000, Zurich 2000, p. 7 et s.

³ Menace des partis et mouvements extrémistes pour la démocratie en Europe, Conseil de l'Europe, Strasbourg 2000.

⁴ Ursula Koch, Présidente du PS Suisse, à Ueli Maurer, Président de l'UDC Suisse, 7 mars 2000.

particulier, ni qu'ils ont souffert ou sont morts sous son joug, tout comme par exemple des libéraux, des chrétiens avoués, des membres de la noblesse ou des officiers engagés dans la résistance. Mais je lance maintenant un appel clair et net aux socialistes (et pas seulement à ceux qui sont membres du parti socialiste!), qui nous accusent à l'heure actuelle d'avoir une mentalité totalitaire, à réfléchir sérieusement aux racines spirituelles communes de l'idéologie national-socialiste, du fascisme et du socialisme. **Ces racines idéologiques communes sont à l'origine du totalitarisme et ont pour but une toute-puissance étatique aussi illimitée que possible dans tous les domaines de la vie (étatisme), l'importance exagérée, accordée à la collectivité (collectivisme) et elles s'expriment par le mépris de la liberté de l'individu (anti-individualisme, anti-libéralisme).**

II. Halte au totalitarisme au 21e siècle !

En 1945, le national-socialisme s'est effondré en Allemagne. Sous les décombres de ce système totalitaire gisaient des millions de victimes d'une haine raciale inimaginable: les victimes de l'holocauste brun. Pendant les années 1989 à 1991, les dictatures socialistes en Europe de l'Est se sont effondrées. Sous les décombres gisaient des millions de victimes d'une haine des classes inimaginable, les victimes de l'holocauste rouge. Alors que le totalitarisme brun est heureusement complètement discrédité, mis au ban et dépassé sur les plans politique et moral, le totalitarisme rouge trouve encore et toujours, dans les camps de la gauche, auprès des socialistes et social-démocrates, des défenseurs ou du moins des personnes prêtes à minimiser ses méfaits. Contrairement aux atrocités commises par les national-socialistes, le grand public ignore encore beaucoup trop les génocides socialistes, l'élimination de groupes ethniques entiers (tels que les Cosaques et Ukrainiens) par des famines délibérément mises en scène, l'anéantissement des paysans «ennemis de classe» (Koulaks) et des «contre-révolutionnaires», les déportations, les travaux forcés, la détention de tribus et la terreur des goulags socialistes dans les camps de travail et de concentration.⁵ Des chercheurs sérieux estiment que le communisme a causé la mort de près de 100 millions de personnes (!).⁶ Lénine, ses camarades et ses successeurs se sont considérés comme les instruments d'une lutte de classes sans merci, au cours de laquelle les adversaires politiques et idéologiques, voire même des parties de populations rebelles, ont été éliminés sans ménagement. Seuls ceux qui pensent que la «gauche» est synonyme de moralement «bon» vont s'opposer avec la dernière énergie à une comparaison entre les Rouges et les Bruns. Il semble qu'indiquer les causes communes du terrorisme de ces deux systèmes totalitaires fasse vaciller les bases mêmes de l'image que la gauche se fait d'elle-même. Cela révèle un dogmatisme moral et spirituel inquiétant. **Si je ne vais pas insister ci-après sur ce qui sépare les deux grandes idéologies totalitaires du 20e siècle, c'est parce que les points communs de ces deux systèmes sont à l'origine du totalitarisme.** Il faut enfin prendre conscience du danger que représente le socialisme. **Au seuil du 21e siècle, il s'agit pour nous de se libérer du socialisme qui méprise l'être humain, car nous sommes des personnes libres, vivant dans une communauté démocratique et empreinte par l'économie de marché.** Compte tenu du fait que le socialisme s'étend sournoisement, ceci est un appel urgent aux socialistes dans tous les partis politiques.

Ce qui peut paraître à première vue un échange de coups entre les partis politiques UDC et PS constitue en réalité une clarification importante des positions politiques et sociales fondamentales, à savoir un véritable «débat sur les valeurs de base». Cet appel constitue en même temps une mise en garde devant l'impasse socialiste et ses répercussions désastreuses pour les êtres humains. Le thème étant d'un grand sérieux, cette mise en garde se doit d'être claire et nette et sera sans doute pour certains dure à accepter. Il ne s'agit pas d'une attaque sur les socialistes en tant que personnes, mais sur le système socialiste et l'idéologie socialiste. Il s'agit de dépasser dans les mentalités politiques le socialisme, qui continue à être aimé et admiré par certains, et de le combattre comme une

⁵ Rudolph Chimelli: Matrioschka, publié par la Fondation Familien Vontobel, Zrich 1991. Robert Conquest: Der grosse Terror, Munich 1992. Stéphane Courtois e.a.: Le livre noir du communisme Oppression, crime et terreur. Mit dem Kapitel "Die Aufarbeitung des Sozialismus in der DDR" von Joachim Gauck und Ehrhart Neubert, 3e édition, Munich 1999. Paul Rothenhäusler et Hans-Ueli Sonderegger: Erinnerung an den Roten Holocaust. Der Jahrhundertverrat der Intellektuellen, Stäfa 1999.

⁶ Stéphane Courtois (Le livre noir du communisme, 3e édition., Munich 1999, p. 16) cite les ordres de grandeur suivants pour les victimes du communisme: Union soviétique 20 millions de morts, Chine 65 millions de morts, Vietnam 1 million de morts, Corée du Nord 2 millions de morts, Cambodge 2 millions de morts, Europe de l'Est 1 million de morts, Amérique latine 150'000 morts, Afrique 1,7 millions de morts, Afghanistan 1, 5 millions de morts, Internationale communiste et partis communistes non au pouvoir environ 10'000 morts.

idéologie dangereuse, totalitaire et dépassée. C'est précisément pour cette raison que le présent appel s'adresse aussi à ceux qui, dans les partis bourgeois, ont tendance à minimiser le socialisme. **En dépit des conséquences négatives manifestes du socialisme, notre pays s'est éloigné de plus en plus au cours des vingt dernières années du chemin de la liberté et a toujours plus tendance à emprunter des voies socialistes.**

III. Deux voies menant à l'asservissement

Les différences entre un régime libéral et un régime totalitaire sont en définitive inconciliables. Il est évident que la politique socialiste et communiste ont une même base idéologique que la politique national-socialiste ou fasciste. **Les grands penseurs du 20e siècle ont depuis longtemps décelé ce que ces deux systèmes totalitaires atroces ont en commun et ils l'ont démontré de manière scientifiquement convaincante.** Ludwig von Mises, un précurseur important de la société libérale et un des économistes les plus importants de son siècle, a constaté en 1932 déjà: **«Les deux, à savoir le marxisme et le national-socialisme, ont en commun leur opposition au libéralisme et le rejet de l'ordre social et du régime capitaliste. Les deux visent un régime socialiste.»**⁷ Wilhelm Röpke a écrit en 1937 dans la «Neue Zürcher Zeitung»: **«L'antifascisme des communistes et l'anticommunisme des fascistes, c'est en réalité une dispute de famille au sein du secteur totalitaire du monde.»**⁸ Il y a près de cinquante ans, l'économiste et prix Nobel Friedrich August von Hayek a fourni avec son ouvrage "Der Weg zur Knechtschaft" une analyse extrêmement bien étayée des dictatures «de droite» et de «gauche».⁹ Hayek a démontré que seul un régime libéral peut conduire vers une société de personnes libres et prospères. Quasiment au même moment, le philosophe Sir Karl R. Popper a démasqué les national-socialistes et les socialistes comme les ennemis «de la société ouverte».¹⁰ En Suisse, Carl Böckli a constamment évoqué dans le "Nebelspalter" le dénominateur commun entre les «poings rouges» et les «poings bruns» et insisté sur le fait que les deux idéologies admettent et légitiment le recours à la contrainte et à la violence en vue de prétendus «objectifs supérieurs». La sociologue et politologue Hannah Arendt a défini de manière pertinente les bases idéologiques du national-socialisme et du socialisme par la notion de «totalitarisme».¹¹ En deux ouvrages fondamentaux de 1968 et 1986, l'historien britannique Robert Conquest s'est penché sur les méfaits criminels du stalinisme.¹² L'historien allemand Karl Dietrich Bracher a décrit en 1982 ce que ces deux grands mouvements séducteurs du 20e siècle ont en commun.¹³ L'intellectuel français André Glucksmann a, quant à lui, analysé et critiqué vivement ce que les systèmes totalitaires de toutes couleurs ont en commun.¹⁴ En France, la parenté et la complicité du totalitarisme rouge et brun ont été analysées et exposées en 1995 de manière exemplaire par François Furet dans son ouvrage «Le passé d'une illusion»¹⁵ et en 1997 par Stéphane Courtois dans un «Livre noir du communisme».¹⁶ Ces semaines-ci, le livre «La grande parade. Essai sur la survie de l'utopie socialiste» est paru à Paris. Le philosophe Jean-François Revel évoque dans ce livre les raisons des réactions socialistes furieuses au «Livre noir du communisme»: **«Ce n'est certes pas agréable de devoir**

⁷ Ludwig von Mises: Die Gemeinwirtschaft, Jena 1932, réimpression Munich 1981, p. 462.

⁸ Wilhelm Röpke: "Sozialismus und politische Diktatur", dans: Neue Zürcher Zeitung, 18/19 janvier 1937.

⁹ Friedrich August von Hayek: Der Weg zur Knechtschaft, édité et préfacé par Wilhelm Röpke, traduit par Eva Röpke, Erlenbach 1943. Cf. également Friedrich August von Hayek: Die verhängnisvolle Anmassung. Die Irrtümer des Sozialismus, Tübingen 1996.

¹⁰ Karl R. Popper: Die offene Gesellschaft und ihre Feinde, Christchurch 1944.

¹¹ Hannah Arendt: Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft, Frankfurt am Main 1955.

¹² Robert Conquest: The Great Terror. Stalin's purge of the Thirties, Londres 1968. Robert Conquest: The harvest of sorrow. Soviet collectivization and the terror-famine, New York 1986. Cf. également Robert Conquest: Reflections on a ravaged century, New York 2000.

¹³ Karl Dietrich Bracher: Zeit der Ideologien. Eine Geschichte politischen Denkens im 20. Jahrhundert, Stuttgart 1982.

¹⁴ André Glucksmann: Am Ende des Tunnels. Das falsche Denken ging dem katastrophalen Handeln voraus. Eine Bilanz des 20. Jahrhunderts, Berlin 1991.

¹⁵ Furet, François: Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle, Paris 1995. Furet, François: Das Ende einer Illusion. Der Kommunismus im 20. Jahrhundert, München 1996.

¹⁶ Stéphane Courtois u. a.: Le livre noir du communisme. Crimes, terreurs et répression, Paris 1997. Stéphane Courtois u. a.: Das Schwarzbuch des Kommunismus. Unterdrückung, Verbrechen und Terror. Mit dem Kapitel "Die Aufarbeitung des Sozialismus in der DDR" de Joachim Gauck et Ehrhart Neubert, 3e édition., Munich 1999.

admettre qu'on a soutenu pendant près d'un siècle un type de régime politique qui est au fond identique à celui qu'on a combattu avec acharnement comme le symbole même du mal (le nazisme). Toute la gauche redoute la douleur de cette confession.»¹⁷

Les causes de ces deux systèmes totalitaires sont les mêmes: la foi en la toute-puissance de l'état et le mépris de l'individu. Pour cela, il faut une idéologie qui embrasse tous les domaines de la vie, un parti unique de masse, un système de terreur, un monopole de communication avec les masses ainsi qu'un «anticapitalisme» étendu. Ceci suppose un engagement en faveur d'une économie qui soit dirigée de manière aussi centralisée que possible et par voie de conséquence des individus qui dépendent économiquement de l'Etat. **Les deux idéologies appellent de leurs vœux l'omniprésence et la toute-puissance de l'Etat qui sait tout, réglemente tout et détruit tout ce qui ne correspond pas à ses normes.** Ceux qui n'ont pas compris les vraies causes des deux catastrophes que l'humanité a connues au 20e siècle ne sont pas à l'abri de catastrophes ou dangers futurs du même type. Au niveau du langage et du style politique, il existe des différences: le national-socialisme et le fascisme camouflaient leur brutalité et leur mépris des êtres humains par des mots éthiquement séduisants, tels que «communauté nationale», «patrie» ou «bien collectif plutôt que profit individuel». Le socialisme avait recours à des mots tout aussi séduisants et que l'on ne remet toujours pas en question, ce qui les rend d'autant plus dangereux, tels que par exemple «solidarité», «paix», «justice sociale» et «démocratie populaire». Le socialisme et communisme en agissant comme un «doux poison» sont peut-être encore plus perfides et les combattre s'avère encore plus difficile. **Le national-socialisme et le fascisme ont été abattus par la force militaire et ensuite mis au ban. Le socialisme n'a toutefois vécu qu'une défaite économique et intellectuelle et il est susceptible de ressusciter n'importe quand et n'importe où.**

Contrairement au totalitarisme brun et rouge, nous souhaitons la liberté au lieu de l'oppression, la démocratie au lieu de la dictature, l'économie de marché au lieu de l'économie planifiée, la concurrence entre plusieurs partis politiques au lieu d'un système de parti unique, un état de droit au lieu de la terreur, la liberté d'opinion au lieu de la censure. Il n'existe qu'une seule liberté et celle-ci repose sur la valeur du caractère unique de chaque personne et sur la pluralité des opinions (pluralisme).

¹⁷ Revel, Jean-François: La grande parade. Essai sur la survie de l'utopie socialiste, Paris 2000. Cf. également Stefan Brändle: Es gibt nicht "gute" oder "schlechte" Henker, dans: Aargauer Zeitung", 25 mars 2000 (annexe de week-end).

IV. Où en est le socialisme de nos jours?

La grande majorité des socialistes sont incontestablement regroupés dans notre pays au sein du parti socialiste, le PS Suisse se rapprochant de toute évidence le plus de l'idéologie socialiste. **Contrairement à ce qui s'est passé au cours des décennies antérieures, le Parti socialiste suisse a ces derniers temps de moins en moins fait la différence entre social-démocratie et socialisme.** Alors que la social-démocratie s'est clairement distancée du totalitarisme et annonce ouvertement aux électeurs ses objectifs politiques dans le cadre de la démocratie et en concurrence avec les autres partis politiques, le socialisme, en tant qu'idéologie, s'oppose aux principes de la démocratie et de l'économie de marché. **Contrairement aux socio-démocrates en Grande-Bretagne ou en Allemagne par exemple, le PS Suisse a malheureusement jusqu'à présent jugé moins nécessaire de se démarquer clairement du socialisme et d'emprunter des voies nouvelles et plus modernes.** Les participants au congrès du PS chantent encore et toujours la même «Internationale», qui devait obligatoirement être chantée dans les dictatures socialistes. L'actuel chef de fraction du PS Francesco Cavalli est considéré comme «théoricien marxiste de taille»¹⁸ et s'identifie avec une idéologie dont la réalisation a apporté à l'humanité la terreur, la guerre, la famine et une misère indicible. Un ami de parti genevois appelle Cavalli un «homme du Komintern, version 1920»,¹⁹ soit un adepte de la Troisième Internationale communiste obéissant à Moscou. Pour se faire une idée de l'énergie criminelle inimaginable que cette organisation a déployée, il est conseillé de lire le chapitre «Komintern en action» dans le «Livre noir du communisme».²⁰

Les politiciens leaders du PS Suisse s'éloignent donc de la mentalité réformatrice et démocratique des socio-démocrates et rendent en partie de nouveau hommage à la tendance totalitaire du socialisme. Ils déclarent fièrement sympathiser avec les anciens et actuels régimes totalitaires à Cuba, en Corée du Nord, au Cambodge ou au Nicaragua. Nombreux sont ceux qui, parmi eux, acclament des «pauvres» dictatures socialistes sanguinaires du Tiers-monde, alors que les «riches» démocraties occidentales sont diabolisées.²¹ Le POCH marxiste-léniniste s'est intégré quasi-totalement au sein du Parti socialiste. Le Comité zurichois du premier mai, dans lequel le PS est également représenté, a eu le mauvais goût d'inviter pour la fête du travail de l'an 2000 Sahra Wagenknecht, une Allemande de l'Est qui défend inconditionnellement Staline, sans aucune réaction critique des médias.....²² **Je me permets de poser la question suivante: en quoi ceux qui minimisent ou nient les génocides commis par les Rouges se distinguent-ils de ceux qui nient les génocides commis par les Bruns?**

Dans le programme du PS Suisse actuellement encore en vigueur et datant de 1982, on peut lire textuellement: **«Ces principes sont axés sur l'objectif à long terme d'une société où règne une liberté solidaire. Pour cela, il faut vaincre le capitalisme [...].»**²³ Les socialistes suisses font preuve d'une confusion intellectuelle considérable en combattant le «capitalisme» et par conséquent la propriété privée et la liberté du marché et en revendiquant simultanément la liberté. Devant le congrès consacré au programme du parti de l'époque à Lugano, le président du PS Suisse Helmut Hubacher déclara fièrement au journal communiste "Vorwärts": **«La rupture avec le capitalisme sera au centre**

¹⁸ Jean Ziegler: Vier so gescheite Leute, gänzlich zerstritten, dans: Die Weltwoche No. 8, 24. février 2000, p. 17.

¹⁹ Idem.

²⁰ Stéfane Courtois, Jean-Louis Panné: Die Komintern in Aktion, in: Das Schwarzbuch des Kommunismus, 3e édition Munich 1999, p. 299-365.

²¹ Beat Kappeler: Moral statt Fakten, dans: Die Weltwoche No. 45, 5 novembre 1998.

²² Neue Zürcher Zeitung, 8 mars 2000.

²³ Programme de partie du Parti socialiste suisse, adopté au Congrès du parti à Lugano, 1982, dans: programmes de partis suisses, Berne 1983, p. 125 et s.

des débats.»²⁴ Même si, selon les documents économiques plus récents du PS, la maîtrise du capitalisme n'est plus un sujet de discussion, le programme du parti gouvernemental PS de 1982 n'a jamais été révoqué, en dépit de la faillite complète des états «anticapitalistes». **Je considère cela comme très inquiétant, car sans propriété privée et sans liberté du marché, il n'y a ni liberté pour les citoyens, ni prospérité et sécurité sociale, c'est un fait qui a été démontré depuis longtemps sur les plans théoriques et pratiques. La faillite des états socialistes l'a aussi et surtout montré une fois pour toutes au monde entier.**

²⁴ Vorwärts, Organe der Partei du travail (PdA), 11 novembre 1982.

V. L'argument massue du fascisme que brandit la gauche

Lorsqu'il est critiqué, le PS réagit de manière extrêmement sensible et cherche à réfuter les arguments objectifs par des insultes et menaces vis-à-vis de l'UDC et de ses représentants. Mais il est un fait incontesté que **l'UDC a affiché résolument son opposition lorsque des organisations étrangères et en partie aussi des services gouvernementaux américains ont dénigré de manière odieuse les agissements et mérites de toute la génération alors en service actif, en invoquant des faits historiques falsifiés**.²⁵ Nous n'avons jamais prétendu être des moralistes sans failles, nous n'avons jamais affirmé que les partis bourgeois n'avaient jamais commis d'erreurs pendant les années 1933 à 1945.²⁶ Nous n'avons jamais nié non plus qu'à l'époque il ait existé, dans les milieux politiques, économiques et sociaux dirigeants un souci d'adaptation, de discrétion complice, voire même parfois de sympathie, pour des systèmes totalitaires et que ces tendances aient probablement été nettement plus présentes dans ces milieux que parmi les citoyens suisses. **Mais c'est une légende historiquement soigneusement entretenue par la gauche que de prétendre, comme elle le fait à présent, qu'elle a toujours été aussi imperméable au national-socialisme, à «l'anticapitalisme» et à la mentalité révolutionnaire et antidémocratique.** L'affirmation de nombreux socialistes qu'ils possèdent en quelque sorte le monopole de la démocratie, de l'humanisme et du droit a été depuis longtemps démentie par l'histoire. Si les socio-démocrates et socialistes suisses prétendent être ceux qui se sont le plus résolument opposés au fascisme et au national-socialisme, ils doivent alors admettre qu'on leur demande de quelle manière ils ont combattu ces totalitarismes. Pendant une bonne partie des années trente, le PS Suisse a rejeté l'armée et tous les efforts entrepris par le Conseiller fédéral UDC Rudolf Minger pour qu'elle soit dotée d'un armement adapté aux temps modernes, bien que cette armée ait servi à l'époque quasi-exclusivement à la défense contre le national-socialisme et le fascisme.

En définitive, c'est l'alliance du national-socialisme et du socialisme dans le Pacte passé entre Hitler et Staline de 1939 qui a permis le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. La déclaration de Hitler, selon laquelle il avait commencé «comme simple ouvrier» et qu'il était socialiste, montre à quel point les dictatures hostiles à la liberté, à savoir le communisme, le national-socialisme et le fascisme se tendaient les bras.²⁷ Hitler justifiait la persécution des Juifs aussi et surtout par le fait qu'il les considérait et stigmatisait comme les prétendus représentants du «méchant capitalisme». Il le faisait pour pouvoir se justifier selon des critères «socialistes». Mussolini s'écria lors de son exclusion du Parti socialiste que cela ne suffirait pas pour se débarrasser de lui **parce qu'il était un socialiste et le resterait pour toujours**.²⁸ Dès le départ, le national-socialisme et le fascisme prétendaient jouer le rôle d'un mouvement ouvrier expressément «anticapitaliste» et «social». Ludwig von Mises écrit dans son analyse économique et sociologique du socialisme: **«Il n'y avait pas de meilleurs élèves de Lénine, Trotski et Staline que les nazis.»**²⁹ L'économiste et sociologue Wilhelm Röpke, chassé en 1933 par les nazis, a relevé : «c'est de la social-démocratie bien adaptée au caractère allemand avec son idée d'un état providence et policier bien organisé et son organisation rigoureuse, que le national-socialisme s'est

²⁵ Christoph Blocher: Die Schweiz und der Zweite Weltkrieg. Eine Klarstellung, Zurich 1997. Christoph Blocher: Die Schweiz und der Eisenstat-Bericht, Zurich 1997.

²⁶ Christoph Blocher: Von Selbstgerechten, Heuchlern und anderen Moralisten, dans: Die Schweiz und der Zweite Weltkrieg. Eine Klarstellung, Zurich 1997, p. 13-15.

²⁷ Eduard Stäubli: "... so dass keiner mehr die Sprache des andern versteht." Politik mit verfälschten Begriffen, dans: Medien-Panoptikum, Avril 1997, p. 26.

²⁸ idem.

²⁹ Ludwig von Mises: Sozialism, an Economic and Sociological Analysis, translated by J. Kahane, Indianapolis 1981, p. 530.

ensuite inspiré en grande partie».³⁰ **Le fait qu'un groupement politique en persécute un autre et le combatte ne signifie pas pour autant que les racines spirituelles ne soient pas les mêmes.** Hitler s'allia avec Staline, pour ensuite se quereller à nouveau avec lui. Les Stalinistes persécutaient de leur côté les Trotskistes, et les national-socialistes des membres de la SA comme des dissidents au sein de leur propre organisation de parti.

Jusqu'en 1989, l'année de l'effondrement des dictatures socialistes, le PS Suisse a entretenu des relations amicales avec les régimes totalitaires de l'Europe de l'Est. Pour détourner l'attention de l'histoire sanglante du socialisme et du communisme, de nombreux politiciens, intellectuels et journalistes de gauche brandissent de manière inquiétante l'argument massue du fascisme: **l'antifascisme a également depuis toujours servi aux régimes socialistes de mythe, de moyen de lutte et de légitimation. Ils accusaient leurs adversaires libéraux et conservateurs bourgeois d'affinités fascistes.** Les dirigeants de la RDA ont rayé le mot «national-socialisme» de leur vocabulaire, car le mot «socialisme» que contenait ce vocable désormais banni les gênait et ils traitèrent quasiment tous les adversaires de leur système de «fascistes». En agissant de la sorte, ils souhaitaient conférer à leur régime non moins totalitaire une prétention morale. Le rejet de la démocratie sous couvert «d'antifascisme» a incité dans les années 70 notamment en Allemagne («Fraction Armée rouge») et en Italie («Brigades rouges») des socialistes totalitaires à pratiquer ouvertement le terrorisme et à commettre des assassinats politiques. En dépit de cela, nombreux encore sont ceux qui font comme si au 20e siècle, il n'y avait eu qu'une seule forme de régime totalitaire. Le totalitarisme brun, qui est définitivement enterré, et sa version rouge, qui n'est toujours pas maîtrisée, ne sont pas du tout mesurés à la même aune. «Chez nous, les omelettes ne sont toujours cuites que d'un seul côté, c'est pourquoi elles sentent toujours le brûlé» a dit Wilhelm Röpke.³¹

³⁰ Wilhelm Röpke: Die deutsche Frage, 3e édition., Erlenbach 1948, p. 146.

³¹ Wilhelm Röpke: Briefe (1934-1966), édité par Eva Röpke, Erlenbach 1976, p. 24.

VI. La fascination du PS Suisse pour le fascisme et le national-socialisme

En dépit des difficultés économiques et menaces politiques, la Suisse peut globalement passer en revue un siècle extrêmement réussi; il se peut même que ce soit le siècle le plus réussi qu'un pays ait jamais vécu dans l'histoire de l'humanité! C'est aussi et surtout parce que notre pays a brandi le flambeau de la liberté et parce qu'il a résisté aux démons bruns et rouges et aux menaces des grandes puissances. Au cours des cent dernières années, l'histoire suisse est caractérisée par un accroissement unique de la prospérité et du bien-être. **En dépit de cette constatation, il nous a fallu récemment voir notre pays et ses citoyens accusés d'une manière masochiste et autodestructrice sans précédent, à cause de leur histoire récente.** A cette occasion, la gauche s'est mise en avant en mettant en scène des moralistes vertueux et sans reproche et des politiciens historiens. Il leur a naturellement été facile de pouvoir démontrer chez certains représentants bourgeois avant et pendant la Deuxième Guerre mondiale une attitude versatile et peu courageuse vis-à-vis des dictatures voisines. En revanche, elle a soigneusement éludé la question de savoir si les porte-parole et publicistes socio-démocratiques de l'époque étaient constamment des résistants courageux et démocrates fermes et décidés. De nombreuses déclarations des personnes concernées prouveraient en effet le contraire. C'est encore le cas pour les dangereuses années 40, lorsque le caractère du fascisme et du national-socialisme menaçant l'existence de notre pays furent un fait établi, contrairement à ce qui s'était passé dans les années 30. Le fait que Hitler et Mussolini aient également combattu les socialistes et socio-démocrates ne signifie par pour autant que des représentants importants du PS Suisse n'aient pas témoigné d'une certaine compréhension, voire de l'admiration, pour les bases idéologiques de leurs dictatures. **Le PS Suisse fut en réalité certainement fasciné par les raisons originelles qui ont conduit à la limitation des libertés, à la persécution et au terrorisme, à savoir la toute-puissance de l'état, le collectivisme et l'anticapitalisme.**

Un mépris manifeste de la démocratie et par conséquent une attitude totalitaire non dissimulée est exprimée par les lignes suivantes, qui ont été publiées dans la «Berner Tagwacht», l'organe de publication officiel du PS Suisse: **«On se doute certes des bouleversements géographiques à venir. Mais pas pour ceux qui s'annoncent sur les plans politiques et spirituels. On n'a guère prêté attention au fait que Mussolini a lancé avec sa déclaration de guerre un appel, à l'Italie prolétaire ». Contre les démocraties «plutocratiques» dépassées et encroûtées...»**³² Dans la «Tagwacht», le Conseiller national PS Ernst Reinhard rendit hommage à l'Italie fasciste en la qualifiant de **« jeune nation montante d'une capacité inouïe »**, à laquelle il fallait également accorder le droit **« de mettre en place son propre système de gouvernement, tout comme l'avait fait la Russie et comme nous prétendons le faire nous-mêmes. »** Un peu plus loin, on pouvait lire que l'Italie **« était devenue, dans son propre intérêt, un bon et sincère ami de la Suisse »**. Selon le bizarre classement par nations dans l'organe du PS Suisse, l'Italie figurait en sa qualité de **« jeune nation montante d'une capacité inouïe »** en tête de classement: **« En bonne connaissance de cause, nous considérons le peuple italien comme un des peuples les plus précieux du monde. [...] Il eut été sage de ne pas ignorer les revendications de vie justifiées de l'Italie. »**³³ Le 26 août 1943 encore (!), l'organe officiel du PS évoquait dans un article d'anniversaire consacré au Duce **« les grands dons de Mussolini, qui lui valurent une ascension fulgurante dans de nombreux districts [...]. Quelle que soit en définitive la fin, il a droit à sa place dans l'histoire**

³² Berner Tagwacht, organe officiel du PS Suisse, No. 138, 15. juin 1940 (annexe).

³³ "Das italienische Problem", dans: Berner Tagwacht, organe officiel du PS Suisse, No. 115, 20 mai 1940, p. 1.

mondiale et le dernier jugement lui reconnaîtra une intégrité personnelle, du dynamisme et des capacités éminentes. C'est un génie politique d'une grande force dynamique»³⁴ La déclaration effrayante ci-après montre bien avec quelle sympathie non dissimulée l'organe officiel du PS Suisse jugeait les dictatures européennes, à quel point il rendait hommage au collectivisme et combien il prônait l'adaptation de la Suisse: «La classe ouvrière en Suisse comprend en tous les cas maintenant de mieux en mieux l'exemple donné par les états autoritaires qui subordonnent l'économie et la richesse, les connaissances et les capacités à la collectivité. [...]. C'est là une adaptation que nous tolérerions tous et qui nous permettrait de survivre également dans la nouvelle Europe.**»³⁵**

Mais ce n'est pas seulement l'Italie fasciste qui avait droit aux éloges des socio-démocrates suisses, l'Allemagne national-socialiste était elle aussi flattée en raison de ses tendances anticapitalistes. La "Tagwacht" écrivit en 1940 ceci sur cet état NS: «**Ce n'est pas un état communiste, pas un état socialiste, mais il gagne en brandissant la devise national-socialiste [...]. Nous observons sur toute la ligne un monde en proie à un grand chambardement; là où ce grand chambardement n'est pas apporté par la guerre ou la révolution, la société capitaliste se voit contrainte de corriger elle-même le tir pour canaliser ses eaux vives et assécher ses marécages.**»³⁶ L'organe officiel du PS a publié un éditorial sur le «système économique allemand » dans lequel on trouve les phrases lourdes de sens ci-après: «**Le nouveau régime économique qui est en train de naître ne pourra déployer toute sa force que dans la période de l'après-guerre. Il est confronté à l'ancien régime qui a pris forme au siècle passé et qui est reconnu comme étant dépassé et cela pas uniquement en Allemagne.**» Le pouvoir d'achat de l'argent «**ne s'applique que pour la quantité de marchandises que l'Etat permet d'acquérir à celui qui possède de l'argent**». L'organe du PS Suisse se réjouit du fait que «**dans l'Allemagne national-socialiste, la notion de la propriété soit elle aussi chamboulée**». ³⁷ Avec une sympathie idéologique non dissimulée, la "Berliner Tagwacht" fait l'éloge du Troisième Reich: «**Avec le remplacement de l'ancien régime économique libéral par un régime délibérément planifié, on assiste également à un changement fondamental des principes de base en matière de politique économique.. [...] Un pays pauvre en capital, tel que l'Allemagne, n'est à présent plus contraint de courir à l'étranger pour y emprunter des fonds étrangers. Pour allier la main-d'œuvre allemande aux matières premières allemandes, il ne faudra désormais plus la bénédiction de banquiers anglais. Cela signifie toutefois qu'on abandonne le préjugé du capital. L'Allemagne a fait don au monde entier non seulement de la fin de l'asservissement aux intérêts du capital, mais aussi à celle du capital tout court. Il va de soi que la technique allemande du remplacement du capital par un élargissement des crédits sur le plan intérieur représente un grand art, dont les secrets ne sont pas encore connus avec précision à l'étranger.**»³⁸

Le 4 janvier 1941, la "Tagwacht" s'enthousiasme du caractère révolutionnaire des régimes totalitaires en Allemagne et en Italie: «**La révolution de 1918 a tourné court et elle a été réprimée. Dans un autre état d'esprit, le fascisme et le national-socialisme ont fait de nouveau bouger les choses. Les deux mouvements sont en train de dépasser leurs buts initiaux ou l'ont déjà fait. Semblant jadis réactionnaires, ils sont de nos jours les supports des révolutions. La seule chose vraie que le socialisme ait toujours affirmée est: l'idée sociale ne mourra jamais et la classe ouvrière en tant que facteur révolutionnaire collectif non plus.**»³⁹ Lorsqu'on leur signale ces déclarations extrêmement inquiétantes, qui ont été publiées dans l'organe officiel du PS Suisse, le socio-démocrates actuels les nient

³⁴ Berner Tagwacht, organe officiel du PS Suisse, Nr. 171, 26. Juli 1943, S. 2.

³⁵ Berner Tagwacht, organe officiel du PS Suisse, No. 216, 14 septembre 1940.

³⁶ "Die Welt im Umbruch", in: Berner Tagwacht, organe officiel du PS Suisse, No. 141, 19. Juni 1940, p. 1.

³⁷ "Das deutsche Wirtschaftssystem", in: Berner Tagwacht, organe officiel du PS Suisse, No. 164, 16 juillet 1940, p. 1.

³⁸ "Die Kapitallegende", in: Berner Tagwacht, organe officiel du PS Suisse, No. 166, 18 juillet 1940, S. 1.

³⁹ Berner Tagwacht, organe officiel du PS Suisse, No. 2, 4 janvier 1941.

de manière quasiment fanatique, comme le prouvent leurs vives réactions à mon discours de cette année de l' Albigüetli. Quand les socialistes suisse comptent-ils au fond revisiter leur histoire?

VII. La proximité du PS Suisse et des dictatures socialistes

Avec les succès militaires croissants des forces alliées à partir de 1942, la sympathie de la gauche suisse pour le régime de Staline est elle aussi allée croissant. Les communistes et socio-démocrates de gauche ont fondé à la fin 1944 le «Parti du travail» et espéraient avec l'avancement de l'armée rouge une nouvelle chance pour le socialisme. Le climat de la guerre froide et la répression violente des révolutions populaires en RDA, en Hongrie et en Tchécoslovaquie de l'après-guerre ont sans aucun doute incité les socialistes à prendre clairement leurs distances par rapport aux dictatures socialistes. Cela devait en partie changer suite aux troubles estudiantins de mai 1968 où l'accent était à nouveau placé sur l'«Anticapitalisme», «l'Anti-impérialisme» et le «mouvement de paix» dirigé principalement contre les USA et contre Israël. **Dans les années 80, le PS Suisse entretenait de nouveau des contacts amicaux étroits avec les états totalitaires du bloc des pays de l'Est, mais ces contacts faisaient l'objet d'une grande discrétion. Le PS Suisse a ignoré l'idéologie communiste totalitaire dans le but de venir activement en aide aux états socialistes.**

Du 30 juin au 4 juillet 1982, une délégation du PS Suisse, composée de six personnes, a séjourné en RDA suite à une invitation du parti socialiste unifié d'Allemagne (SED). **Ce régime de violence communiste jetait à l'époque ses opposants politiques en prison et donnait à ses polices de frontière l'ordre de tirer sur ceux qu'on appelait les «fugitifs de la République».** Le secrétaire général du Parti socialiste unifié Erich Honecker accueillit les Suisses pour une rencontre au cours de laquelle le président du PS Suisse Hubacher déclara fièrement dès le début que Lénine avait été membre du Parti socialiste suisse et que son livre des membres pouvait être visité au musée national de Zurich. Après un entretien de quatre heures, on s'accorda à publier ensemble un communiqué. Selon l'organe SED «Neues Deutschland», **«Erich Honecker et Helmut Hubacher ont exprimé leur grande inquiétude face à la détérioration de la situation internationale, causée par les milieux agressifs de l'impérialisme.»**⁴⁰ Hubacher condamna dans une déclaration orale la guerre d'Israël au Liban. Au nom de Honecker, Hermann Axen, membre du Politburo, eut avec Hubacher un «entretien confidentiel» concernant les restrictions de crédit des grandes banques suisses vis-à-vis de la RDA. Hubacher s'opposa à de telles restrictions et était partisan d'un renforcement des relations économiques entre la Suisse et la RDA. Il promit de parler avec le ministre des finances socialiste Ritschard et avec le président des grandes banques suisses. **Plus tard, Hubacher ne voulut plus se rappeler d'un tel accord et refusa que l'on consulte des dossiers le concernant.**⁴¹

Du 4 au 7 juin 1984, une délégation du Comité central du SED rendit elle aussi visite au PS Suisse. A l'occasion de cette nouvelle rencontre avec les délégués du régime satellite totalitaire le plus important de l'URSS, le président du PS Hubacher insista à nouveau sur l'utilité de la visite de 1982 et souligna, qu'en dépit des attaques des partis bourgeois, il réitérerait n'importe quand ce voyage en RDA. Dans le communiqué publié en commun, on pouvait lire: **«Dans cet esprit, les deux parties se sont prononcées en faveur d'une coopération entre les partis communistes et socialistes ainsi que de tous les autres forces s'intéressant au maintien de la paix et cela au sein d'une large coalition de la**

⁴⁰ Entretien d'Erich Honecker avec Helmut Hubacher. Aktuelle Probleme der Friedenssicherung und Abrüstung erörtert. Grosse Besorgnis über die Zuspitzung der Lage durch Imperialismus, in: Neues Deutschland, 2 juillet 1982.

⁴¹ Originalakten Beziehungen SPS und SED in der Stiftung Archiv der Parteien und Massenorganisationen der DDR (SAPMO), Bundesarchiv Berlin, Finckensteinallee 63, Berlin. Cf. également Res Strehle et Fred Müller: Die Gabe der schlechten Erinnerung. SED-Geheimdokumente widerlegen Helmut Hubachers Darstellung der Ostberlinerreise 1982, dans: Facts No. 35, 31 août 1995, p. 20 ff.

raison.»⁴² Le PS utilise aujourd'hui encore l'expression créée de concert avec le SED d'une «coalition de la raison» , mais cette fois-ci pour justifier ses avances au PRD et au PDC!

Le 23 août 1984, le PS Suisse a «eu l'honneur» d'adresser la lettre suivante à Nicolae Ceausescu, secrétaire général du Parti communiste de Roumanie et un des plus grand criminels parmi les dirigeants totalitaires: **«Le Parti socialiste suisse a l'honneur de présenter ses meilleurs vœux à la République socialiste de Roumanie pour son 40e anniversaire qui est en même temps aussi sa journée de fête nationale. Le Parti socialiste suisse est convaincu que les bonnes relations actuelles entre le Parti communiste de Roumanie et lui-même vont pouvoir être poursuivies également à l'avenir pour le bien des deux états.»**⁴³ En août 1985, on eut vent d'un plan d'un voyage de cinq jours en Bulgarie qu'une délégation de 5 personnes du PS Suisse avait préparé en grand secret, sous l'égide de Helmut Hubacher, suite à une invitation du parti communiste de ce pays..⁴⁴

Un extrait du discours que l'ancien vice-président du PS Suisse et actuel Conseiller national Peter Vollmer a tenu au congrès du parti du SED du 1986 montre bien à quel point il rendait hommage à la politique économique totalitaire et ce qu'il pensait des démocraties occidentales libres: **«Dans notre propre pays, et bien que nous soyons un parti gouvernemental, nous nous distançons de manière très critique, voire nous nous opposons à notre système économique et aussi à l'hypocrisie politique, telle qu'elle est exprimée constamment dans la démocratie occidentale. [...] J'ai été impressionné par le discours de votre secrétaire général, du camarade Erich Honecker, par les prestations accomplies par votre économie et par votre société. En ma qualité de délégué du PS Suisse et invité à votre congrès du parti, je suis toutefois aussi impressionné de voir et de sentir combien les personnes dans ce pays s'engagent en faveur de la paix et de la justice et comment elles fournissent par un travail très concret une contribution à un monde et à une société conformes aux besoins de l'être humain.»**⁴⁵ Au 13e congrès du «Parti du travail» communiste du 27 février au 1er mars 1987, les fonctionnaires invités du SED ont rencontré le vice-président du PS Suisse Peter Vollmer et le secrétaire Degen. Les deux Suisses ont souligné leur intérêt pour un échange d'idées avec le SED et ils ont exprimé le désir d'envoyer en temps voulu une délégation en RDA.⁴⁶ Peter Vollmer, conseiller national socialiste, a cru voir, à l'occasion d'une visite en Corée du Nord, qui connaît un régime socialiste totalitaire, **«une éthique qui est étrangère à l'humanisme occidental»** et il a déclaré de but en blanc que la question de la nutrition dans ce pays en voie de développement est résolue.⁴⁷

Au mois de novembre 1989 encore, peu avant la chute du mur de Berlin, le PS Suisse a présenté dans une lettre très officielle au chef du gouvernement de la RDA et secrétaire général du Parti socialiste unifié Honecker ses meilleurs vœux pour le 40e anniversaire de sa dictature socialiste en train de s'effondrer.⁴⁸ Le 16e novembre 1989, quelques semaines seulement avant la chute du régime terroriste atroce de Roumanie, le PS Suisse a envoyé au Parti communiste roumain la lettre de vœux suivante: **«Chers**

⁴² Hans Rudolf Böckli: Hubachers Flirt mit der DDR, in: Schweizerzeit No. 12, 6 juillet 1984.

⁴³ PS Suisse au Comité central du Parti communiste roumain, Monsieur Nicolae Ceausescu, secrétaire général, 23 août 1984.

⁴⁴ Gottfried Höppli: Diskreter visite du PS Suisse en Bulgarie, dans: Neue Zürcher Zeitung, 27 août 1985, p. 29.

⁴⁵ Frieden ist mehr als die Abwesenheit von Krieg. Exposé de Peter Vollmer, Vice-président du PS Suisse, dans: Neues Deutschland, 21 avril 1986, p. 9-10. Cf. également Profil No. 5, 1986, p. 16-17.

⁴⁶ Originalakten in der Stiftung Archiv der Parteien und Massenorganisationen der DDR (SAPMO), Bundesarchiv Berlin, Finckensteinallee 63, Berlin.

⁴⁷ Paul Rothenhäusler et Hans-Ueli Sonderegger: Erinnerung an den Roten Holocaust. Der Jahrhundertverrat der Intellektuellen, Stäfa 1999, p. 156. Neue Zürcher Zeitung, 17 mars 2000, p. 15.

⁴⁸ Peter Müller: Sozialdemokratie und linker Faschismus, dans: Schweizerzeit No. 8, 24 mars 2000.

camarades. Au nom du Comité central du Parti socialiste suisse, nous avons le plaisir et l'honneur de vous présenter nos meilleurs vœux de succès pour votre prochain congrès. Etant tous occupés à préparer et à organiser la rencontre de l'Internationale socialiste, nous ne sommes pas en mesure d'envoyer une délégation à votre manifestation importante. Par ce message, nous tenons toutefois à vous souhaiter des négociations fructueuses et à vous assurer de la solidarité des camarades de notre parti. Fraternellement vôtre Jean-Pierre Métral, secrétaire pour les relations internationales.»⁴⁹ Alors vraiment, le Parti socialiste suisse serait bien inspiré de revisiter enfin l'histoire de ses rapports avec les régimes totalitaires et la tâche s'annonce rude!

Pour illustrer la monstruosité de ces amabilités socio-démocratiques vis-à-vis du régime de la RDA qui méprisait les droits de l'homme, nous n'avons qu'à nous rappeler certains parallélismes: la prise en charge de la jeunesse par l'Etat se faisait chez les national-socialistes et socialistes très tôt, et elle passait par des **organisations de jeunes** («jeunesse hitlérienne», resp. «Jeunesse allemande libre») jusqu'aux **organisations du parti** et à l'endoctrinement des adultes dans les entreprises ainsi que par **les loisirs organisés par l'Etat**. La prospérité économique dépendait du bon comportement vis-à-vis de l'Etat et de son idéologie. Tout discours ou action dérogeant à la ligne du parti fut espionné par les **services secrets** («Gestapo», resp. «Stasi»), dénoncé et sanctionné par l'Etat. Toute **libre expression d'opinion** fut réprimée par les deux systèmes; l'Etat décidait ce que les citoyens avaient le droit de lire, d'écrire, de voir ou d'entendre. La liberté de mouvement des citoyens fut limitée de manière drastique. **Les citoyens non conformes furent incarcérés, déportés dans des camps de concentration, enfermés dans des cellules de la mort ou torturés et exécutés dans des maisons de fous**. De nombreuses personnes ont été tuées par balles pendant leur fuite. Il régnait **un inimaginable culte du dirigeant** (pour Hitler, resp. pour Ulbricht ou Honecker). Les églises étaient mises au service de l'Etat, leurs représentants furent fortement soupçonnés, discriminés et éliminés en cas de résistance contre la force totalitaire de l'Etat. Dans les deux régimes, le **sport est devenu une affaire d'état**; les compétitions sportives étaient presque exclusivement mises au service de la propagande idéologique et nationaliste. Il en allait de même avec la **culture et l'art**, qui devaient se subordonner totalement à l'Etat. **L'armée** servait à la formation idéologique et le pas de marche enseigné à l'armée populaire de la RDA correspondait au pas cadencé de la Wehrmacht à l'époque des nazis.

⁴⁹ Parti Socialiste Suisse au Parti Communiste roumain, 16 novembre 1989.

VIII. Le collectivisme et l'omnipotence de l'Etat à l'origine de la terreur

Toutes ces injustices monstrueuses ne sont rendues possibles que si les frontières de l'Etat ne sont pas reconnues et si priorité absolue est accordée au collectivisme. C'est ainsi que naît le totalitarisme et c'est pourquoi le **collectivisme fut la caractéristique déterminante tant du socialisme que du national-socialisme**. On entend par là une mentalité de groupe qui exige que l'Etat, un parti régnant ou un dirigeant politique régleme tout. Les citoyens sont tenus de servir l'Etat, le dirigeant ou le parti. La «communauté de classe» ou la «communauté raciale» sont tout; l'individu n'en représente qu'une partie et sa justification ne dépend que de ces communautés.

Toutes les différences mises à part, le collectivisme et la toute-puissance de l'Etat, resp. de ses représentants, sont les principales caractéristiques communes des courants totalitaires du 20e siècle. Le courant anticapitaliste et antibourgeois était considéré, tant par les national-socialistes que par les socialistes, comme progressiste par rapport à la prétendue société bourgeoise poussiéreuse. La quasi-totalité des critères qui caractérisent le «fascisme», avec son principe de gouvernement centralisé et contraire à la liberté, sont d'inspiration socialiste: sa genèse et ses sources spirituelles, ses icônes et ses mécanismes d'agitation.⁵⁰ **Ces deux idéologies totalitaires avaient en commun que l'Etat avait le devoir d'attribuer à chaque personne la place qui lui revenait dans la société.** L'histoire nous a enseigné de manière spectaculaire qu'un tel collectivisme conduit tout droit à la privation de liberté, à la tyrannie, au terrorisme, au droit arbitraire et de surcroît à une grande déception matérielle. Au nom d'une «morale supérieure», les deux systèmes ont créé un régime collectiviste où les personnes devaient constamment être incitées par la police à faire preuve d'une obéissance servile, sous peine de sanctions. La liberté individuelle fut abolie par tous les régimes totalitaires: de 1917 à 1989 par le communisme, de 1922 à 1944 par le fascisme et de 1933 à 1945 par le national-socialisme.

Nous avons le choix entre liberté et asservissement. C'est pourquoi nous devons axer nos efforts en priorité sur la liberté de l'individu. **La liberté individuelle est le postulat le plus important de la Constitution fédérale suisse.** Les partis politiques et les politiciens doivent servir les citoyens et non pas l'inverse. C'est pourquoi je m'engage pour une collectivité qui repose sur la liberté de l'individu et que je m'oppose à tout collectivisme.

⁵⁰ Roland Baader: Kreide für den Wolf. Die tödliche Illusion vom besiegten Sozialismus, Gräffelfing 1991, p. 269.

IX. Une image pessimiste de l'humanité

La toute-puissance de l'Etat, à savoir l'étatisme, qui caractérise les systèmes totalitaires repose sur une vision pessimiste de l'humanité: **selon cette vision, l'être humain est trop faible pour s'occuper de lui-même et il a par conséquent besoin de l'assistance ininterrompue et possessive de l'Etat et de ses fonctionnaires.** La liberté individuelle est subordonnée à l'organisation, à la concentration du pouvoir, au dirigisme et à l'appareil bureaucratique. L'individu devient un instrument de l'Etat et cela souvent au nom de devises agréables à entendre. **Pourtant, chaque être humain est unique, incomparable, irremplaçable et d'une valeur inestimable.** Le socialisme tout comme le fascisme veut régler tout et partout. Il est caractérisé par sa confiance aux règlements plutôt que par sa confiance dans la liberté.

Ce collectivisme exagéré détruit le caractère, courbe le dos et scelle les lèvres face à l'injustice, car l'existence même de chaque individu dépend dans ce système de l'autorité. Aucune critique ne saurait être exprimée sans risquer sa vie. **Notre rejet des régimes totalitaires se fait au nom de la liberté du citoyen qui est la meilleure protection contre un nationalisme exagéré, à savoir contre le chauvinisme et par conséquent aussi un rempart contre le mépris des membres d'autres états et populations.** La politique pratiquée à l'heure actuelle par les socio-démocrates et socialistes suisses s'oriente dans une direction dangereuse. Elle limite la liberté de décision des citoyens et vise à agrandir les droits et la force coercitive de l'Etat. Cette politique favorise le collectivisme, l'étatisme et la toute-puissance de l'état.

X. L'économie dirigée et le centralisme: des fléaux fondamentaux

Les socialistes, tout comme les national-socialistes, combattent l'économie de marché et préconisent une économie dirigée ou planifiée. Les compétences sont toutes censées être attribuées à une instance suprême centralisée.

«L'anticapitalisme» a servi aux deux idéologies d'instrument de propagande efficace pendant la crise économique. La notion de socialisme était restée un élément constitutif important de l'image que les national-socialistes se faisaient d'eux-mêmes. La dictature national-socialiste privait tout simplement de sa propriété tout citoyen qui ne répondait pas à ses critères «d'éthique raciste». Les dictatures socialistes supprimaient complètement la propriété privée. Si ces deux systèmes avaient garanti la propriété privée, tous les torts et injustices commis n'auraient pas été possibles. Les états socialistes et l'état national-socialiste ont tous deux voulu conserver le dirigisme et l'interventionnisme étatique.⁵¹

A l'heure actuelle, la supériorité économique et morale de l'économie de marché dans laquelle l'Etat touche le moins possible à la souveraineté du consommateur, est démontrée depuis longtemps sur les plans pratique et théorique. Toute entrave à la liberté économique, toute intervention de l'Etat, toute planification et toute activité dirigiste est synonyme de contrainte. Lorsque l'Etat dirige l'économie, il doit décider quels sont les besoins des citoyens qu'il veut satisfaire et auxquels il renonce. L'Etat décide donc des valeurs et définit celles qui sont supérieures ou inférieures, celles auxquelles les citoyens doivent croire et les objectifs qu'ils doivent viser. **Dans une économie de marché, l'évaluation d'une prestation n'est pas confiée à une autorité bureaucratique ou à un parti politique (comme c'est le cas dans un état socialiste ou national-socialiste), mais elle se fait de manière très démocratique: par le libre choix du consommateur.** Nous allons répéter ce fait scientifiquement bien étayé aussi souvent qu'il le faudra jusqu'à ce que les socialistes de ce pays l'aient eux aussi compris!

Dans l'économie planifiée, les objectifs des mesures politiques sont fixés à un niveau si élevé que l'on doit chercher par une bureaucratie gigantesque à maîtriser cet appareil monstrueux qui échappe à tout contrôle. **C'est pourquoi on retrouve dans tous les systèmes totalitaires des temps morts bureaucratiques sans limites ainsi que d'innombrables services officiels rivaux. Le fascisme et le socialisme ont en commun cette tendance à vouloir réglementer et organiser jusque dans le moindre détail la cohabitation entre les êtres humains.** Cela va forcément paralyser la force créatrice de l'individu. La politique socialiste n'a inventé ni l'ordinateur, ni les lave-vaisselle ou les VTT. Ces inventions sont toutes exclusivement dues au marché.

La liberté économique n'est pas un droit de liberté secondaire: la perte de la liberté économique est synonyme de perte de toute liberté. La possibilité d'acquérir une propriété privée est une garantie importante pour la liberté et contre l'arbitraire de l'Etat et cela pas uniquement pour ceux qui possèdent de la fortune, mais aussi pour ceux qui n'en ont pas (encore). La concurrence entre les employeurs vis-à-vis

⁵¹ L'organe officiel du PS a décrit le système économique, de propriété, monétaire et de prix de l'Allemagne national-socialiste en 1940 comme suit: "Der Erfolg dieses Systems ist trotz Reibungsschwierigkeiten unbestreitbar. Er hat zur Folge, dass die Bedeutung des Geldes sich vollständig geändert hat. Da die Geldwirtschaft nicht prinzipiell aufgehoben ist, bleibt zwar der Besitz von Geld weiterhin die Voraussetzung zum Erwerb von Gütern, aber er verleiht nicht mehr einen Anspruch darauf. Bewusst ist die materielle Erwerbskraft des Geldes beschränkt worden. Das Geld ist kaufkräftig nur im Rahmen der dem Geldbesitzer vom Staat zugebilligten Gütermengen. Dadurch ist auch der Begriff des Eigentums gewandelt. Wenn die bisher am freisten und allgemeinsten verwendbare Form des Eigentums, der Geldbesitz, nur noch beschränkenden Wert hat, so ist Eigentum überhaupt nicht mehr frei und beliebig verwendbar." Berner Tagwacht, Organe officiel du PS Suisse, No. 164, 16 juillet 1940, p. 1.

des employés est également une caractéristique réservée à l'économie de marché. Lorsque l'état est le seul employeur, les employés lui sont livrés pieds et mains liés.

XI. La contrainte de solidarité

Tant dans les régimes national-socialistes que dans les régimes socialistes, la morale fut dictée par l'autorité; ce fut une éthique ordonnée par la puissance et les dirigeants. En revanche, nous nous engageons pour une morale et une éthique définies par des personnes libres de leurs décisions. **Des citoyens adultes et disposant de leur libre arbitre sont bien plus difficiles à manipuler dans leur immense diversité que ne l'est une masse anonyme dans laquelle l'individu ne compte pas.** La confiance dans les citoyens est une caractéristique typique de la mentalité libérale. En revanche, la méfiance à l'égard du jugement des citoyens, qui est souvent alliée à un complexe de supériorité intellectuelle, caractérise la politique socialiste. Des pseudo-saints et pseudo-moralistes détruisent bien souvent, sous le couvert de moralité et d'éthique, la liberté et l'économie de marché. Ce faisant, ils tarissent aussi les sources d'une solidarité privée spontanée.

Une contrainte de solidarité dictée par l'Etat est insensée, personne ne peut s'occuper de tous. La responsabilité de l'individu est toujours limitée. Toute personne libre doit conserver le droit de décider quels sont les besoins d'autrui qui lui semblent les plus importants. Dans une société libre, l'égalité devant la loi est la seule égalité nécessaire et possible. **La prétention à une égalité matérielle de tous les citoyens ne peut en revanche être réalisée que par des gouvernements au moyen d'un pouvoir totalitaire.**

La solidarité dictée par les autorités n'a aucune valeur morale. **Notre décision de nous montrer solidaires n'a cette valeur morale que si nous pouvons nous-mêmes en assumer la responsabilité et si nous avons la liberté de lui subordonner nos propres intérêts.** L'Etat n'a pas le droit de se montrer généreux aux dépens d'autrui. Celui qui est contraint de se montrer solidaire en devant constamment s'acquitter d'impôts, de redevances et de taxes croissants, ne deviendra sans doute pas plus social, mais de plus en plus rebelle et égoïste. Ce n'est pas par hasard que dans les pays de l'Est communistes avec leur prétendue «justice sociale», on trouvait un égoïsme individuel difficilement égalable. Ce n'est pas non plus par hasard si, dans les sociétés plus ou moins libérales, les dons récoltés pour des œuvres de charité sont les plus abondants. Les membres d'une société qui sont contraints de faire le bien à tous azimuts, n'ont pas le droit de s'en vanter. **Le phénomène le plus effarant dans le socialisme est que ceux qui assurent leur subsistance et celle de leur famille sont considérés comme égoïstes . En réalité, celui qui assure par ses propres moyens sa subsistance et qui ne tombe pas à la charge de personne se comporte de manière réellement solidaire et sociale.** Lorsque ces propres moyens font défaut, l'assistance étatique ou privée entreront en action. Si la contrainte étatique dicte aux citoyens la solidarité, comme Saint Martin, qui partageait son manteau avec celui qui en avait besoin, il ne restera à chacun, après avoir constamment partagé ce qui lui restait de manteau, qu'un seul fil et, en définitive, toute l'humanité sera condamnée à mourir de froid. Il serait plus judicieux si chacun gagnait sa vie par ses propres moyens et que tous puissent finalement s'acheter un manteau entier.

XII. Les «cadeaux fiscaux»

Dans les systèmes totalitaires, on prive les citoyens du maximum d'argent afin que l'Etat puisse dépenser le plus d'argent possible pour ses innombrables tâches. **Le national-socialisme et le socialisme partent de l'idée que l'Etat a en principe un droit de propriété sur tout ce que possède le citoyen.** Une telle mentalité lourde de conséquences est en train de se répandre aussi de plus en plus chez nous et cela aussi dans les milieux bourgeois. **Le mot totalitaire «cadeau fiscal», qui est hostile à la propriété, est accepté sans être contesté.** Il est évoqué à chaque débat lorsqu'il s'agit de baisser ou d'augmenter les impôts. **Derrière le mot «cadeau fiscal» il y a l'idée que la totalité des revenus du citoyen appartient en réalité à l'Etat.** Si la personne exerçant une activité lucrative a le droit de conserver un peu plus de cet argent et si elle doit en verser un peu moins à l'Etat, on parlera d'un «cadeau fiscal». L'individu est apparemment censé être content que l'Etat lui laisse généreusement de quoi vivre. Comme s'il ne s'agissait en réalité pas d'une taxe plus ou moins élevée et par conséquent d'une réduction de la propriété de l'individu en faveur de l'Etat! L'Etat prive de plus en plus les citoyens de la liberté de disposer de leur revenu, en les frappant d'impôts, de redevances et de taxes de plus en plus élevés. En contrepartie, il s'attribue le privilège de satisfaire un nombre croissant de besoins vitaux qu'il se charge de définir lui-même.

XIII. « La primauté de la politique »

Les socialistes et socio-démocrates de ce pays évoquent souvent la « primauté de la politique » et cherchent constamment à l'appliquer. Ils veulent que la politique dicte tous les secteurs de la vie et naturellement surtout de la vie économique. Ils pensent que le contrôle des différents citoyens doit en définitive être confié à l'Etat et à ses politiciens. **Le socialisme et le national-socialisme ont demandé la politisation totale, illimitée et sans aucune exception de la vie dans tous les secteurs de l'individu comme de la communauté.** Personne n'avait encore le droit de collectionner des timbres ou d'élever des lapins, sans que cela se fasse selon les règles dictées par le national-socialisme ou le socialisme. Aucun recoin, aucune sphère privée sans Etat, où l'individu aurait pu se retirer, ne furent encore admis.⁵² La primauté de la politique conduit en définitive à « l'état total » qui met un terme à l'existence individuelle privée et à la communauté ménagère. Un juriste de droit international allemand a écrit à ce propos en 1936: **« L'attitude éthique du national-socialisme se traduit par la [...] phrase, l'utilité commune prime sur l'utilité individuelle », qui donne naissance à la lutte contre toute sorte d'individualisme (et dans cet esprit de libéralisme).**⁵³

Nous devons nous y opposer résolument. Je considère que c'est une forme de despotisme moderne que de vouloir que l'Etat, l'administration ou les politiciens dictent leur loi aux citoyens. Nous souhaitons que les citoyens déterminent l'Etat et la politique et non pas l'inverse. **Les citoyens doivent former, concevoir et maîtriser la collectivité.** C'est cela l'idée de base d'une Suisse démocratique et fédéraliste. **C'est pourquoi nous nous engageons tout particulièrement en faveur d'une démocratie de style suisse, à savoir en faveur d'une démocratie directe.** C'est pourquoi nous nous opposons résolument à un retour au féodalisme style Union européenne. Nous voulons que chaque citoyen porte une responsabilité politique et refusons que quelques rares fonctionnaires politiques ou diplomates décident du sort de la grande majorité des citoyens. **La foi dans la toute-puissance de l'Etat a malheureusement une longue tradition et continue à marquer de son sceau la pensée de politiciens européens, chez les socialistes de tous les partis.** C'est pourquoi nous souhaitons ne pas nous intégrer à l'UE et à ses instances, quelles que soient les sympathies que nous puissions avoir pour ces pays et les habitants de ce continent. L'idée d'une UE organisée de manière centralisée et bureaucratique « du haut vers le bas » plaît aux socialistes et socio-démocrates. Le mot magique dangereux est en l'occurrence « l'harmonisation ». Les socialistes souhaitent que la politique et l'administration décident de tout à un niveau le plus élevé possible et qu'ils décident par conséquent partout de la même façon. Ils souhaitent adhérer au plus vite à l'UE. Nous souhaitons en revanche que les décisions soient prises à un niveau le plus bas possible. C'est pourquoi nous nous battons pour une Suisse qui reste fidèle à elle-même et à ses valeurs que sont la liberté, l'indépendance, la démocratie directe et le fédéralisme.

⁵² Wilhelm Röpke: *Wirmis und Wahrheit. Ausgewählte Aufsätze*, Erlenbach/Zurich/Stuttgart 1962, p. 259.

⁵³ Wilhelm Sauer: *Rechts- und Staatsphilosophie. Eine systematische Einführung in das lebende Recht*, Stuttgart 1936, p. 46. Cité selon Marcel Senn: *Rechtsgeschichte – ein kulturhistorischer Grundriss*, 2e édition., Zurich 1999, S. 304.

XIV. Le «ministère de la vérité»

Les systèmes totalitaires du national-socialisme et socialisme placent leur «éthique» idéologique au-dessus de l'état de droit et au-dessus du respect de la vie. Une première ébauche de telles mesures coercitives, qui se réfèrent à une prétendue «communauté de valeurs éthiques», nous est actuellement démontrée notamment par l'Union européenne gouvernée par les socialistes, qui bafoue le droit d'autodétermination démocratique d'un de ses états membres.

Le moralisme et la dictature des «personnes bien pensantes» sont malheureusement très répandus également dans les milieux politique, les médias, la société et l'économie suisses. Assumer ses responsabilités ne semble plus être un objectif désirable, mais on préfère arborer une veste immaculée. Lorsque l'Etat commence à qualifier les avis de ses citoyens de «bons» ou «mauvais», de «raisonnables» ou de «déraisonnables», de «matures» ou «d'immatures», il agit de manière éminemment antidémocratique. La démocratie est une forme d'état des alternatives. **Si l'Etat ne supporte pas un autre avis et s'il dénigre ou diabolise les avis d'autrui comme étant moralement de qualité inférieure, il fait preuve d'une mentalité totalitaire.** Combien de fois des objectifs invouables sont poursuivis à coup de devises euphémiques et moralisatrices et combien de fois les adversaires de ces objectifs sont éliminés au nom d'une prétendue attitude immorale. S'inspirant des expériences faites par le national-socialisme et le socialisme, l'écrivain George Orwell a décrit dans son roman "Animal Farm",⁵⁴ comment les moutons ne peuvent pas faire autrement que d'imiter les devises politiques si bien sonnantes des porcs qui les gouvernent. Dans le roman d'Orwell «1984»⁵⁵ «Big Brother», le grand frère, surveille et influe en tant que chef de parti et symbole de l'Etat omniprésent les faits et gestes de l'individu jusque dans sa sphère intime. Les notions sont inversées et les devises du parti sont les suivantes: «la guerre est la paix, la liberté est de l'esclavage, l'ignorance est une force.» Une monstrueuse machine à propagande veille à la programmation constante de la mémoire humaine. L'histoire est réécrite ou transformée en fonction des besoins dans un «ministère de la vérité» et les preuves contraires sont éliminées. Pour mettre la vérité et le mensonge sur un plan d'égalité, le dictateur développe même un nouveau langage qui élimine toute sorte de pensée différente. **Le crime le plus grave dans cet état totalitaire décrit par Orwell est par conséquent le «crime de penser».**

Des tendances vers un tel «ministère de la vérité» existent également dans notre pays. Au Conseil national, une intervention parlementaire a été déposée le 23 mars 2000 et demande la mise en place d'une «instance d'appel» étatique, chargée pendant les campagnes de votation de surveiller les textes politiques publicitaires et annonces pour en contrôler la «véracité» ou «le manque de véracité»..⁵⁶ **Il va de soi que tout ce qui arrangerait le gouvernement et la majorité des partis politiques serait considéré comme politiquement vrai et moral.** Il est certain qu'un tel «ministère de la vérité» nous aurait interdit au moment de la votation sur l'EEE de 1992 d'affirmer qu'en cas de rejet, les intérêts et le renchérissement n'allaient pas augmenter, que le cours du franc n'allait pas s'effondrer et que le chômage n'allait pas atteindre le niveau de celui des états membres de l'UE. Le gouvernement, l'administration, les associations économiques et la quasi-totalité des partis politiques ont après tout décrété à l'époque que le contraire était «vrai». Un tel «comité de la vérité» nous aurait naturellement interdit en 1994 de prédire qu'en cas d'adoption de la Loi sur l'assurance maladie, les primes allaient massivement augmenter. Le

⁵⁴ George Orwell: Animal Farm, Londres 1945.

⁵⁵ George Orwell: 1984, Londres 1949.

⁵⁶ Initiative parlementaire Judith Stamm (PDC, Lucerne): Instance d'appel en cas de campagnes de votation, négociations du Conseil national, 23 mars 2000. Neue Zürcher Zeitung No. 71, 24 mars 2000, S. 18.

gouvernement, l'administration et la quasi-totalité des partis politiques avaient à l'époque affirmé le contraire. **Là où des « ministères de la vérité » sont installés, l'Etat totalitaire n'est pas loin, car dans ces pays le droit à la libre expression est foulé aux pieds.** Il est particulièrement inquiétant de constater que non seulement la gauche, mais aussi les bourgeois ne s'aperçoivent pas qu'ils ont voté au Conseil national pour les visions d'horreur de George Orwell.

XV. La propagande étatique

En raison de leur mépris de la liberté et de leur amour de la collectivité, le socialisme, le national-socialisme ou le fascisme ignorent l'être humain et ses besoins fondamentaux à un tel point qu'il leur faut constamment dresser et endoctriner mentalement les citoyens. **Le règne totalitaire qui embrasse tous les secteurs de la vie, englobe également l'âme humaine; il asservit la conscience et il est prêt à sacrifier sur l'autel du collectif tout ce qui est juste, raisonnable, humain et vrai.** Déjà au jardin d'enfants, l'Etat et son idéologie prennent possession des enfants en bas âge et ils ne les lâchent plus jusqu'à leur mort. Les moyens pour ce faire ont pour noms endoctrinement, lavage de cerveau, manipulation, diffamation, occultation et rééducation.

L'Etat se sert à cet effet de tous les mass médias comme instrument de contrôle et de contrainte et il les engage utilement pour arriver à ses fins. Il annonce la vérité unique, exprime une prétention d'exclusivité spirituelle et déclare toutes les visions libérales du monde comme étant prétendument «dépassées». Les systèmes totalitaires font confiance à l'endoctrinement au lieu de miser sur le libre arbitre et la responsabilité de l'individu. La propagande politique est une tâche de l'Etat et elle relève de la compétence d'un ministère de la propagande spécialement mis en place à cet effet. En revanche, la démocratie connaît une propagande électorale privée faite par différents partis politiques et personnes, tout comme l'économie de marché a recours à la publicité. Cette propagande électorale démocratique ne supprime pas la liberté des électeurs, pas plus que la publicité ne supprime d'ailleurs la liberté de décision du consommateur.

Les tendances les plus récentes du gouvernement et de l'administration à s'ingérer dans les campagnes de votation sont extrêmement problématiques et doivent être résolument combattues. Il est totalement nouveau et inacceptable que les Conseillers fédéraux lancent officiellement un appel aux citoyens à signer des initiatives populaires, qu'ils installent leur propre service de collecte de signatures dans l'administration fédérale et qu'ils recueillent au sein de l'administration et aux frais des citoyens des signatures, comme ce fut par exemple le cas pour l'initiative populaire pour une adhésion à l'ONU. Chaque département gère entre-temps son propre service de publicité et de nombreuses brochures d'information sur papier glacé véhiculent les souhaits de l'Etat dans une population plus ou moins intéressée. Si le «chef en communication» du Département fédéral des finances demande que les autorités défendent avec l'argent des contribuables son point de vue, cela nous mène dans une direction inquiétante. Certes, chacun réalise parfaitement que: **« la formation de l'opinion est un procédé facile à manipuler. Les gouvernements ont tendance à recourir rapidement à la propagande, notamment lorsqu'ils doivent apporter la preuve de leur succès, et ils le font le plus facilement et le plus fréquemment dans les formes d'état totalitaires.»**⁵⁷ Il est d'autant plus inquiétant que l'auteur se prononce malgré tout en faveur de campagnes publicitaires du Conseil fédéral «à l'intérieur de certaines limites» et qu'il opte de la sorte pour un pas lourd de conséquences en direction d'une forme d'état totalitaire. **Il ne faut en aucun cas tolérer de telles tendances dangereuses et s'y opposer résolument dans l'intérêt d'un état libéral où règne la démocratie directe.**

⁵⁷ Daniel Eckmann: Kopf oder Bauch? Soll der Bund in einen Abstimmungskampf mit einer Werbekampagne eingreifen dürfen? Ja, aber nur innerhalb gewisser Schranken und nach Klärung der rechtlichen Grauzone, dans: Die Weltwoche No. 7, 17 février 2000, p. 21.

XVI. Le socialisme dans le pays de la liberté

Au cours des deux décennies passées, la socialisation, la foi dans l'Etat et l'endettement de l'Etat ainsi que les charges représentées par les impôts, redevances et taxes frappant les citoyens ont constamment augmenté en Suisse. L'Etat s'est arrogé dans notre pays un nombre croissant de compétences et il restreint de la sorte de plus en plus la liberté de l'individu. En Suisse, l'Etat contrôle, via l'imposition et la redistribution, près de la moitié des revenus des citoyens et par conséquent les ressources, les produits et les prestations de service. **En 1970, la quote-part de l'Etat était encore de 20% du produit national brut, à présent elle se situe à près de 40%.** En revanche, des états tels que les USA, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas ou la Nouvelle-Zélande ont en partie réalisé que cette impasse est ruineuse et présentent à l'heure actuelle un développement économique réjouissant. Malheureusement, même des politiciens bourgeois camouflent ces états de fait lamentables et comparent systématiquement la Suisse avec des mauvaises exemples au lieu de s'inspirer des bons exemples. **L'UDC fondée en 1917 comme rempart bourgeois contre le socialisme doit assister à la progression du socialisme dans notre pays, progression qui se fait avec le soutien des bourgeois.** Nous combattons la mentalité de tutelle qui rend les citoyens dépendants, qui gonfle la bureaucratie sociale et qui tend vers une redistribution croissante. En cas d'adhésion à l'Union européenne, cette tendance lourde de conséquences s'accroîtrait encore. C'est précisément pourquoi le PS Suisse souhaite adhérer au plus vite à l'UE. Pour préserver le libéralisme, l'UDC ne souhaite en aucun cas adhérer à l'UE actuelle, car la souveraineté étatique, le fédéralisme et la démocratie directe constituent toujours la protection la plus efficace contre l'avancée du socialisme.

XVII. Liberté ou socialisme - la question clé du 21e siècle

La question clé qui se pose en ce début de siècle est celle de la liberté. **Un appel est lancé aux socialistes de ce pays de se pencher au seuil de ce 21e siècle non seulement sur le passé de leur idéologie et sur leurs racines communes avec d'autres courants totalitaires, mais aussi d'examiner la question du socialisme de l'avenir.** Les socialistes ne sont pas des personnes méchantes, mais ils sont victimes d'une erreur intellectuelle lourde de conséquences. **L'idéologie du PS Suisse est malheureusement largement dépassée par des faits connus de longue date et il continue à se référer au collectif au lieu de s'intéresser à l'individu.** Nous aimerions que les socialistes nous disent s'ils cherchent toujours à abolir le capitalisme et s'ils méprisent de la sorte le droit des citoyens de ce pays à avoir accès à la propriété privée et à une économie de marché. L'appel est lancé aux socialistes de tous les partis d'aborder ce débat fondamental pour le siècle à venir au lieu de vouloir le contourner au moyen de menaces sous forme d'ultimatum.

Mais les partis bourgeois ont eux aussi évité au cours des dernières années la question fondamentale de la liberté ou de la contrainte, du libéralisme ou du socialisme. Il est effrayant de constater qu'un nombre croissant de partis politiques et politiciens cherchent à se soustraire à un débat fondamental sur les tâches de l'Etat et les besoins de ses citoyens. La politique bourgeoise doit de nouveau axer en priorité ses efforts sur une responsabilisation des citoyens. Il s'agit de répondre à la question de base: toute-puissance de l'Etat ou liberté de l'individu? **La lutte pour la liberté des citoyens suisses a commencé il y a plus de 700 ans.** Mais cette lutte n'est jamais gagnée: se reposer sur ses lauriers et renoncer à assumer la responsabilité de ses actes seraient des erreurs graves. Si nous optons pour le chemin de l'intégration à l'Union européenne, nous empruntons en tant que pays parmi tant d'autres un chemin socialiste qui va chercher à tout uniformiser. **Mais nous voulons que notre pays redevienne, grâce aux prestations exceptionnelles de ses citoyens, un exemple de libéralisme et par conséquent un cas particulier. C'est pourquoi nous revenons au fondement le plus important de l'idée helvétique de l'Etat: à la liberté!**